



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230926-2023_45-DE



CONVENTION

Convention constitutive d'un groupement de commande entre les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, de l'Oise et de la Somme en vue du lancement d'un marché public relatif à la mise en œuvre du décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique

Vu la délibération n°..... du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas de Calais du 2023 autorisant Monsieur Joël DUQUENOY, Président, à signer la présente convention constitutive de groupement de commande ;

Vu la délibération n°..... du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise du 2023 autorisant Monsieur Alain VASSELLE, Président, à signer la présente convention constitutive de groupement de commande ;

Vu la délibération n°..... du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme du 2023 autorisant Monsieur Claude CLIQUET, Président, à signer la présente convention constitutive de groupement de commande ;

Considérant que l'article L135-6 du Code général de la fonction publique dispose que les employeurs publics mentionnés mettent en place un dispositif ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements ;

Considérant que l'article L452-43 du Code général de la fonction publique dispose que sur demande des collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 452-1, situés dans leur ressort territorial, les centres de gestion mettent en place le dispositif de signalement prévu à la section 2 du chapitre V du titre III du livre Ier ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes ;

Considérant que le décret 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique précise les conditions d'application de l'article L135-6 du Code général de la fonction publique susvisé ;

Considérant que les Centres de Gestion susvisés ont été sollicités par des collectivités d'un ressort géographique ;

Considérant que les 3 acheteurs ont un intérêt commun à s'associer et à retenir un ou des prestataire(s) pour la mise en œuvre de ce dispositif pour les collectivités et établissements publics de leur ressort géographique pour obtenir des conditions plus avantageuses tant économiquement que techniquement ;

Considérant qu'il y a lieu de faire application des dispositions susvisées et de créer, entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas-de-Calais et les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise et de la Somme, un groupement de commande pour le lancement d'un marché public ;

Considérant qu'il y a lieu, dès lors, de définir les règles de fonctionnement de ce groupement conformément à l'article L.2113-7 du Code la Commande publique ;

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ LES DISPOSITIONS CI-APRÈS EXPOSÉES

Article 1^{er} : Objet de la convention constitutive de groupement de commande

La présente convention constitutive porte sur la création d'un groupement de commande, en application des dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code la Commande Publique entre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas de Calais et les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise et de la Somme en vue du lancement d'un marché ayant pour objet la mise en place pour leur compte d'un dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexistes au profit des agents des collectivités et établissements publics locaux de ces départements y compris les agents des Centres de Gestion (en tant qu'employeur), qui intègre la collecte, l'écoute, le traitement et le suivi des signalements de cas avérés ou supposés de discriminations résultant de comportements individuels ou collectifs au sein des collectivités et établissements bénéficiaires ainsi que des faits de violence sexiste, sexuelle et de harcèlement moral, sexuel et sexiste aux sens définis par le droit en la matière et aux orientations données par le défenseur des droits.

Article 2 : Prestations objets de la constitution du groupement de commande

Le ou les prestataires fourniront un outil dématérialisé permettant de recueillir les signalements des agents et d'en assurer le suivi (lot 1) ainsi qu'une prestation de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations correspondant aux termes du décret suscité (lot 2).

Les collectivités et établissements publics qui le souhaitent pourront adhérer au dispositif de la prestation via une convention entre l'adhérent, le(s) prestataires(s) et le CdG du département concerné, qui pourra intervenir à tout moment pendant la durée de validité du marché.

Article 3 : Règles du Code de la Commande publique applicables au groupement

Le groupement sera soumis, pour le lancement du marché, au respect des règles applicables aux établissements publics posées par le Code de la Commande Publique.

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert européen, conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2-1° du Code de la Commande Publique.

La consultation donnera lieu à la conclusion d'un marché passé selon une procédure formalisée.

Article 4 : Identification du coordonnateur du groupement de commandes

Il est convenu entre les parties que le Centre de Gestion de la Fonction publique Territoriale du Pas-de-Calais assurera les fonctions de coordonnateur de ce groupement de commande.

Il sera chargé de mener toute la procédure de passation jusqu'à la notification du marché public.

Le siège du coordonnateur est situé Allée du Château - BP67 - 62702 BRUAY LA BUISSIÈRE Cedex.

Article 5 : Règles de fonctionnement du groupement

La présente convention confie au coordonnateur la charge de mener toute la procédure de passation (cf. 5.1).

La présente convention ne confie pas au coordonnateur la charge de l'exécution des marchés au nom et pour le compte des autres membres (cf. 5.2).

Article 5.1 : Procédure de passation

Le coordonnateur sera chargé de recueillir les besoins des membres du groupement.

Également, il devra pourvoir à l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation. A cet effet, il procédera à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du co-contractant du groupement.

Le coordonnateur élaborera l'ensemble du dossier de consultation des entreprises incluant l'ensemble des pièces administratives et techniques nécessaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation.

Le cahier des charges concernant les besoins des membres du groupement sera validé par ces derniers avant le lancement de l'appel public à la concurrence. A cette fin, les services du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais transmettront, par tout moyen, le dossier de consultation des entreprises aux différents membres du groupement aux fins de validation.

Le coordonnateur assure l'ensemble des opérations de sélection des prestataires notamment :

- rédaction et envoi des avis d'appels publics à la concurrence ;
- analyse des candidatures et des offres ;
- audition éventuelle des candidats ;
- secrétariat de la commission chargée de désigner le titulaire du marché ;
- information des candidats.

Il y associe les membres du groupement en tant que de besoin.

Le coordinateur sera chargé de signer et notifier le marché avec les prestataires retenus, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution.

Article 5.2 : Exécution des marchés

Il est entendu que chaque membre exécutera en son nom propre les marchés ainsi conclus.

Article 6 : Obligation des membres du Groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- respecter le choix du(des) titulaire(s) du(des) marché(s) ;
- s'acquitter de sa participation financière selon les termes et conditions prévus à l'article 10 ci-après ;
- assurer le suivi des conventions passées avec les collectivités et établissements de leur ressort géographique dans le cadre du marché.

Article 7 : Constitution de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)

Les Centres de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise et de la Somme acceptent que la Commission d'Appel d'Offres du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Pas-de-Calais, coordonnateur du groupement, soit chargée de l'attribution du marché concerné, étant précisé que les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise et de la Somme pourront envoyer un représentant assister aux débats de ladite commission, avec voix délibérative.

La C.A.O. du groupement sera présidée par le Président de la Commission d'Appel d'Offres du coordonnateur.

Article 8 : Durée du Groupement

Le groupement est conclu à compter de la notification du p
prévisionnelle du marché.

Le marché public sera conclu pour une durée maximale de 3 ans.

La date de prise d'effet du marché est prévue le 1er mars 2024.

Article 9 : Retrait

Le retrait d'un membre devra respecter la procédure suivante : la partie souhaitant se retirer enverra une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure aux autres membres du groupement, invitant ces derniers à présenter leurs observations sur les motifs invoqués pour justifier le retrait.

Les autres membres disposeront de quinze jours à compter de la réception de ladite lettre recommandée pour présenter leurs observations.

A l'expiration de ce délai, la partie souhaitant se retirer pourra, si elle n'a pas changé sa position, le faire de plein droit par simple envoi aux autres parties, d'une lettre recommandée avec accusé de réception en ce sens

Article 10 : Dispositions financières

La mission du coordonnateur du groupement de commande ne donne pas lieu à rémunération. Les Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise et de la Somme rembourseront chacun au Centre de Gestion du Pas-de-Calais un tiers des frais relatifs à la consultation (*frais d'annonce, factures afférentes au marché qui seront émises par les prestataires retenus*).

Article 11 : Responsabilités

Chaque membre est responsable, pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention constitutive de groupement de commande.

Le coordonnateur est responsable des missions qui lui sont confiées par la présente convention. Il fera son affaire de tous les risques pouvant provenir de son activité.

Article 12 : Modifications de l'acte constitutif

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par les autres membres du groupement.

La modification ne prend effet que lorsque les trois parties auront approuvé les modifications.

Article 13 : Litiges

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sera porté pour sa résolution devant le Tribunal Administratif de Lille, après épuisement des voies de recours amiables.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Bruay-la-Buissière, le